

PRÉFECTURE DE LA MEUSE

Direction des Libertés Publiques et de la Réglementation
Bureau de l'Urbanisme et des Procédures Environnementales
40 rue du Bourg - B.P. 30512 - 55012 BAR-LE-DUC CEDEX - Téléphone 0 821 803 055 - Télécopie 03 29 79 64 49 -

D.R.E.A.L

Arrêté n°2010- 0434

**Société INEOS ENTREPRISES FRANCE
VERDUN BALEYCOURT
Arrêté de mise en demeure**

Le Préfet de la Meuse

VU le Code de l'environnement et notamment son article L. 514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2473 du 12 juillet 1976 modifié autorisant la société ICI France à exploiter une usine de fabrication de produits chimiques à Verdun Baleycourt ;

VU la déclaration de changement d'exploitant faite par la société INEOS ENTREPRISES France auprès du préfet de la Meuse le 16 février 2007 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2007-2942 du 17 octobre 2007 autorisant la société INEOS ENTREPRISES France à exploiter une usine de fabrication d'agrocarburants et réglementant le rejet des effluents aqueux de l'ensemble de son établissement situé à Verdun Baleycourt ;

VU le courrier de la société INEOS ENTREPRISES France au préfet de la Meuse du 21 janvier 2010 ;

VU le courriel de la société INEOS ENTREPRISES France à l'inspection des installations classées de la DREAL Lorraine du 4 février 2010 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classée de la DREAL Lorraine référencé LM10/59 et daté du 25 février 2010 ;

VU les constats effectués par l'inspection des installations classée lors de la visite de contrôle de l'établissement INEOS ENTREPRISES France à Verdun Baleycourt du 4 février 2010 ;

Considérant que la société INEOS ENTREPRISES France a déversé des effluents pollués dans le bassin destiné à ne recueillir que des eaux pluviales ;

Considérant par ce fait que la société INEOS ENTREPRISES France n'a pas respecté les dispositions de l'article 4.3.3 de l'arrêté préfectoral n°2007-2942 du 17 octobre 2007 qui n'autorise pas le stockage d'effluents pollués dans le bassin de collecte d'eaux pluviales et ni de celles de l'article 4.3.5 qui encadre les différents réseaux de collecte des effluents liquides de l'établissement et leur traitement ;

Considérant par ce fait que la société INEOS ENTERPRISES France n'a pas respecté les dispositions de l'article 4.3.3 de l'arrêté préfectoral n°2007-2942 du 17 octobre 2007 qui n'autorise pas le stockage d'effluents pollués dans le bassin de collecte d'eaux pluviales et ni de celles de l'article 4.3.5 qui encadre les différents réseaux de collecte des effluents liquides de l'établissement et leur traitement ;

Considérant que le bassin de collecte d'eaux pluviales rempli d'eaux polluées a débordé, ce qui a occasionné l'infiltration de ces effluents liquides dans les sols et leur déversement direct, sans traitement, dans la Scance via le canal usinier ;

Considérant par ce fait que la société INEOS ENTERPRISES France n'a pas respecté les dispositions de l'article 4.3.2 de l'arrêté préfectoral n°2007-2942 du 17 octobre 2007 qui interdit les rejets directs ou indirects d'effluents dans les nappes d'eaux souterraines ou sans traitement vers les milieux de surface ;

Considérant que les bassins de collecte des eaux polluées et des eaux pluviales étant pleins, ils ne peuvent plus recueillir les éventuelles eaux d'extinction d'un incendie ou provenant d'une pollution accidentelle ;

Considérant par ce fait que la société INEOS ENTERPRISES France ne respecte pas les dispositions de l'article 7.7.7.2 de l'arrêté préfectoral n°2007-2942 du 17 octobre 2007 qui impose l'existence d'un bassin de confinement capable de recueillir un volume de 1 500 m³ d'eaux d'extinction d'incendie ou provenant d'une pollution accidentelle dans son établissement ;

Considérant que la société INEOS ENTERPRISES France n'a pratiqué aucune autosurveillance sur les rejets d'eaux pluviales de son établissement au cours de l'année 2009 ;

Considérant par ce fait que la société INEOS ENTERPRISES France n'a pas respecté les dispositions de l'article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral n°2007-2942 du 17 octobre 2007 qui fixe les fréquences et modalités de la surveillance des rejets d'eaux pluviales à exercer par cet exploitant ;

Considérant que les résultats de l'autosurveillance exercée par la société INEOS ENTERPRISES France sur les eaux industrielles au cours du mois de janvier 2010 fait ressortir un net dépassement du seuil de rejet autorisé pour la DCO (demande chimique en oxygène) en sortie de la station d'épuration des effluents aqueux (STEP) de son établissement ;

Considérant par ce fait que la société INEOS ENTERPRISES France ne respecte pas les dispositions de l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral n°2007-2942 du 17 octobre 2007 qui fixe les valeurs limites d'émission dans la Scance (concentration et flux) en sortie de ladite STEP ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse :

A R R E T E

Article 1^{er}

La société INEOS ENTERPRISES France, dont le siège social est à VERDUN BALEYCOURT, Route Nationale, est mise en demeure pour l'exploitation de ses installations industrielles situées à la même adresse de respecter les dispositions des articles 4.3.2, 4.3.3, 4.3.5, 4.3.9, 7.7.7.2 et 9.2.3 de l'arrêté préfectoral n°2007-2942 du 17 octobre 2007.

Article 2 : Délais

Article concerné	Disposition	Délai à compter de la date de notification du présent arrêté
4.3.2	Interdiction de rejets directs ou indirects d'effluents industriels dans les sols ou dans la Scance sans traitement.	Immédiat
4.3.3 et 4.3.5	Arrêt des déversements d'eaux industrielles dans le bassin de collecte des eaux pluviales et respect du schéma de collecte et de traitement des effluents industriels pollués.	8 jours
4.3.9	Respect de la valeur limite de rejet imposée pour la DCO.	15 jours
7.7.7.2	Disponibilité d'une capacité de confinement de 1 500 m3 pour recueillir les eaux d'extinction d'incendie.	8 jours
9.2.3	Surveillance des rejets d'eaux pluviales à réaliser.	Premier contrôle à réaliser par l'exploitant sous 15 jours.

Article 3

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L 514-1 du Code de l'environnement.

Article 4

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - Case officielle n° 38 - 54036 NANCY CEDEX. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant, quatre ans à compter de sa publication ou de son affichage pour les tiers.

Article 5

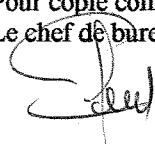
- le Secrétaire Général de la Préfecture,
- le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- l'inspecteur des installations classées (DREAL)

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à titre de notification à Monsieur le Directeur de la société INEOS ENTERPRISES, ZI de Baleycourt 55100 VERDUN et pour information au Sous Préfet de VERDUN et au Maire de VERDUN.

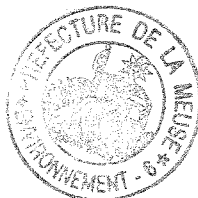
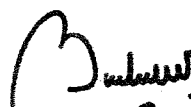
BAR LE DUC, le 12 MARS 2010

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Pour copie conforme
Le chef de bureau délégué,



Marie-José GAND

Laurent BUCHAILLAT